

20.11.2024 - 05:00 Uhr

Observatoire des mines : 5757 victimes en 2023, une augmentation de 22 % par rapport à 2022

Genève (ots) -

Publié ce mercredi 20 novembre à Bangkok, le rapport 2024 de l'Observatoire des mines fait état d'une augmentation du nombre de victimes causées par les mines : 5757, dont 84 % sont des civils. Une augmentation de 22 % par rapport à 2023. Handicap International, qui a reçu le prix Nobel de la paix avec d'autres organisations pour sa lutte contre les mines, appelle les États à user de leur influence diplomatique pour cesser d'utiliser ces armes aveugles.

Note aux rédactions :

- EMBARGO jusqu'à 11h ICT le 20 novembre 2024
- [Télécharger le rapport 2024 de l'Observatoire des mines \(en anglais\)](#)
- Interview possible de Daniel Suda-Lang, Directeur de Handicap International Suisse (en français et en allemand)

" Année après année, le nombre de victimes de mines reste très élevé : les conflits se multiplient et certaines armées, comme celle de la Russie en Ukraine ou du Myanmar, les utilisent à grande échelle. Des régions entières resteront contaminées pendant des décennies, faisant des victimes longtemps après la fin des hostilités. Au Yémen, par exemple, la violence a considérablement diminué depuis la trêve d'octobre 2021, mais la population continue d'être victime de l'héritage des combats passés ", explique Daniel Suda-Lang, Directeur de Handicap International Suisse. " Le Cambodge, quant à lui, montre que le déminage à long terme et une diminution des accidents sont possibles. En 2000, le pays comptait plus de 800 victimes. En 2023, il y en avait moins de 30 ", poursuit-il.

Daniel Suda-Lang est disponible pour des interviews en français et en allemand.

Le rapport 2024 de l'Observatoire des mines recense la mise en oeuvre du Traité d'Ottawa, qui interdit l'utilisation, la production, le transfert et le stockage des mines antipersonnel. Il publie des données pour l'année civile 2023 et contient des informations jusqu'en octobre 2024 (lorsque cela est possible).

Les chiffres du rapport 2024 de l'Observatoire des mines

- En 2023, au moins 5757 personnes ont été tuées ou blessées par des mines terrestres ou des restes explosifs de guerre. Cela représente une augmentation de 22 % par rapport à l'année 2022, où l'on comptait 4709 victimes
- 84 % des victimes enregistrées en 2023 étaient des civils
- Les enfants (1498 victimes) représentaient 37 % des victimes civiles dont l'âge était connu en 2023
- Des victimes ont été recensées dans 55 États
- Les dix pays ayant enregistré le plus grand nombre de victimes en 2023 sont le Myanmar (1003), la Syrie (933), l'Afghanistan (651), l'Ukraine (580), le Yémen (499), le Nigéria (343), le Burkina Faso (308), le Mali (174), l'Éthiopie (106) et l'Irak (102)
- Les mines antipersonnel ont été utilisées par l'Iran, le Myanmar, la Corée du Nord et la Russie entre la mi-2023 et octobre 2024
- La Russie a utilisé des mines antipersonnel à grande échelle depuis son invasion de l'Ukraine en février 2022. Des informations crédibles indiquent que l'Ukraine, qui est partie au traité d'Ottawa contre les mines, a utilisé des mines antipersonnel à Izioum et ses environs en 2022, lorsque la ville était sous contrôle russe
- Des groupes armés non étatiques dans au moins cinq États - Colombie, Inde, Myanmar, Pakistan et Palestine (Gaza) - ont également utilisé des mines antipersonnel
- Au total, 58 pays et autres régions sont encore contaminés par des mines terrestres

Handicap International appelle les États à s'engager fermement contre les mines antipersonnel

Daniel Suda-Lang s'indigne, " il est inquiétant de constater que les États parties au Traité d'Ottawa ne condamnent pas suffisamment les utilisations récentes. En approuvant l'interdiction des mines, ils ont accepté de condamner avec la plus grande fermeté tout emploi de mines antipersonnel par tout acteur en toute circonstance. Les États parties doivent réaffirmer l'importance et l'efficacité de ce traité "

Plan d'action quinquennal contre les mines antipersonnel

Du 25 au 29 novembre, les États parties se réunissent à Siem Reap, au Cambodge, pour la 5e conférence d'examen du Traité d'Ottawa. L'objectif est, entre autres, d'examiner sa mise en oeuvre effective - notamment les progrès réalisés en matière d'élimination et de destruction des mines antipersonnel - et d'adopter un plan d'action pour les cinq prochaines années.

A propos de HI

[Handicap International \(HI\)](#) est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis près de 40 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Ouvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. En janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Il comprend des associations nationales qui s'appellent " Handicap International " dans les pays d'Europe continentale (France, Allemagne, Suisse, Belgique et Luxembourg) et " Humanité & Inclusion " au Canada, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

A Genève, [Broken Chair](#) symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.

Contact:

Marie Bro
Handicap International Suisse
Responsable communication et média
Avenue de la Paix 11 - 1202 Genève
078 729 43 30
m.bro@hi.org
www.handicap-international.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100052779/100925902> abgerufen werden.